



Paris,
le 5 novembre 2013

**A l'attention de monsieur Patrick Kron,
Président Directeur Général d'Alstom
3, Avenue André Malraux
92309 Levallois-Perret**

**Demande d'entretien concernant la participation d'Alstom
au barrage de Belo Monte**

Monsieur le Président Directeur Général,

Notre ONG, Planète Amazone soutient les populations indigènes du Brésil militant pour la préservation de la forêt amazonienne, un écosystème précieux pour la planète entière. Nous administrons notamment la pétition, toujours en cours, du Cacique Raoni Metuktire contre le barrage de Belo Monte. Celle-ci a recueilli jusqu'à présent plus de 463 000 signatures. Celle du mouvement Gota d'Agua, issue de la société civile brésilienne, en a recueilli plus de deux millions.

Le 15 novembre prochain, nous invitons, à Paris, Antonia Melo, coordinatrice du Movimento Xingu Vivo Para Sempre (Mouvement Xingu Vivant Pour Toujours), basé à Altamira, qui est un important regroupement d'organisations issues de la société civile brésilienne, toutes opposées au barrage de Belo Monte. Le courage de cette femme est reconnu dans le monde entier. Elle souhaite vous rencontrer pour ouvrir un dialogue, échanger des points de vue et au-delà, vous exposer clairement la réalité d'une situation qu'elle constate au quotidien dans sa ville et dans sa région depuis le début des travaux de Belo Monte. Nous souhaitons l'accompagner pour vous faire part de l'incompréhension et de l'inquiétude d'un nombre croissant de nos concitoyens qui ne comprennent pas certains de vos choix.

Nous tenons à porter à votre attention que le Groupe des Verts du Parlement européen organise un événement sur le sujet la veille et souhaite vivement encourager toute initiative qui visera à comprendre l'implication de cette entreprise européenne dans un tel projet.

En mission en juillet dernier dans la Volta Grande du Xingu, en même que les trois députées européennes qui organisent cet événement, nous avons pu constater de nos propres yeux l'ampleur du désastre actuellement en cours dans cette région jusqu'ici préservée alors que le chantier du barrage de Belo Monte entre dans sa troisième année. Les pêcheurs constatent une baisse de leur activité de près de 80% et la disparition

d'espèces de poissons, la plupart des 1500 familles expulsées pour démarrer les travaux n'ont pas été relogées, les infrastructures promises à la population par le consortium Norte Energia n'ont pas été livrées, la maladie et la malnutrition chez les enfants autochtones est à la hausse, la criminalité de la ville d'Altamira, submergée par un flux d'immigrants, a explosé, la prostitution infantile est endémique, les ouvriers du chantier se plaignent de conditions de travail désastreuses, il y a eu des grèves violentes...

Vous n'êtes pas sans savoir que les conditions dans lesquelles cette construction a été validée par le gouvernement brésilien à travers l'Ibama ont fait l'objet de vives critiques de la part d'institutions internationales mais aussi de celles de la Cour suprême du Brésil et de la Cour fédérale d'Altamira. Pourquoi ? Parce que les populations allochtones et autochtones riveraines du fleuve Xingu n'ont pas toutes été consultées préalablement à l'autorisation de construire, mais aussi du fait des impacts environnementaux de la construction qui menacent les ressources vivrières de ces populations.

Le 25 octobre 2013, la justice brésilienne a invalidé cette licence de construction. Le gouvernement brésilien a alors invoqué une procédure exceptionnelle pour casser le jugement, une mesure d'Urgence Nationale mise en place sous la dictature militaire.

Si nous attirons une nouvelle fois votre attention sur la construction du barrage de Belo Monte, comme nous l'avions déjà fait en 2011, c'est bien sûr parce que votre entreprise en est partie prenante. D'après nos informations, la première turbine que vous avez prévu de livrer à Norte Energia doit entrer en fonction en 2015.

Monsieur le Président Directeur Général, si nous tenons compte de tous les éléments que nous venons d'énumérer, il nous est difficile, à nous citoyens français soucieux du comportement de nos entreprises en terre étrangère, comme il est difficile aux riverains du fleuve Xingu déjà victimes du projet Belo Monte de se satisfaire de la réponse que vous avez souhaité apporter en 2011 à l'une de nos concitoyennes. En voici un extrait : *" Dans le cas du Brésil, ce n'est pas Alstom qui a choisi de construire un barrage à Belo Monte, c'est le gouvernement brésilien. Pour notre part, le choix une fois fait, nous proposons les équipements les plus adaptés pour produire l'électricité dans les meilleures conditions de sécurité, de protection de l'environnement et d'efficacité économique."*

Pourtant ALSTOM affirme, dans son code éthique, intégrer l'impact sur l'environnement dans les critères de ses décisions importantes.

Pourtant ALSTOM, dans son code éthique, affirme aussi qu'il respecte les cultures des communautés avec lesquelles il interagit et prend en compte les attentes des différentes parties prenantes.

Pourtant ALSTOM affirme enfin que sa réputation d'intégrité se construit sur le respect des lois, des réglementations et autres obligations en vigueur, quel que soit le pays où l'entreprise est établie. Votre groupe ajoute qu'il adhère aux principes directeurs de l'OCDE, à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et aux conventions de l'OIT.

Vous devez donc savoir que la convention 169 de l'OIT stipule à l'article 2 que les gouvernements doivent assumer la responsabilité de développer des actions coordonnées, avec la participation des peuples autochtones, pour protéger les droits de ceux-ci et garantir le respect de leur intégrité.

Et aujourd'hui le Brésil est l'objet d'avertissements et de plaintes concernant la non-application de cette convention à laquelle il est lié.

Au vu de des violations flagrantes des droits humains et de leurs droits à un environnement viable observées depuis le commencement des travaux du barrage de Belo Monte, nous ne comprenons pas comment ALSTOM peut déceimment accepter de collaborer avec le gouvernement brésilien sans compromettre son intégrité et son éthique.

Nous sollicitons donc officiellement par le présent courrier, au nom d'Antonia Melo et en notre nom propre, un rendez-vous avec vous pour la journée du 15 novembre 2013, journée pendant laquelle nous participerons à un rassemblement citoyen destiné à marquer notre opposition à Belo Monte et à la participation de compagnies européennes dans sa mise en œuvre. Il y a en jeu des milliers de vies humaines, le devenir de peuples indigènes fragiles et un écosystème précieux pour l'humanité entière. Nous espérons que vous garderez cela en mémoire au moment de nous répondre.

Cordialement,

Association Planète Amazone
Movimento Xingu Vivo Para Sempre
Initiative Européenne « Arrêtons l'Ecocide en Europe »